

**Présentation de la liste DEBOUT LA REPUBLIQUE
pour les élections régionales en Ile-de-France
Dimanche 24 janvier 2010
Auditorium George V - PARIS**

Discours de Nicolas DUPONT-AIGNAN

Merci, cher Jean-Pierre (Jean-Pierre Enjalbert), pour ce témoignage éclatant sur la dégradation de l'environnement dans notre Région. Jean-Pierre compagnon fidèle, Maire réélu triomphalement à Saint-Prix en 2008 avec 76 % des suffrages. Conseiller général de bon sens du Val d'Oise. Défenseur acharné de la tranquillité des riverains de Roissy. Oui, tu as raison, il serait temps de mettre en œuvre le couvre-feu pour changer la vie de plus d'1 million de Franciliens.

Merci, chère Geneviève (Geneviève Fontaine), pour votre témoignage sur la démission collective en matière d'enseignement. Nos enfants méritent mieux et il ne sert à rien de rénover nos lycées si l'idéal méritocratique républicain est abandonné. Nous devons à la jeunesse une exigence préalable à la réussite.

Merci, cher Bertrand (Bertrand Lapraye), pour ton témoignage sur ce scandale des délocalisations. Je me suis rendu sur le site de Nozay à ton invitation. Je n'oublierai pas ce regard de détresse d'un chercheur me disant : « j'ai 36 ans et je suis le plus jeune. Cela veut dire concrètement qu'on nous ment sur l'avenir du site puisqu'aucun jeune chercheur n'a été recruté depuis 10 ans ».

Merci, chère Marianne (Marianne Shrir), pour ton témoignage sur la vie des femmes dans notre Région. Ton parcours est un exemple. Ton engagement associatif et culturel est un modèle. Tu combats, je le sais, pour que notre pays fasse vivre sa devise Liberté Egalité Fraternité.

Merci, enfin, cher Jean-Claude (Jean-Claude Delarue). Votre présence aujourd'hui ici va en surprendre plus d'un. Mais vous êtes un homme libre. Vous vous battez depuis des années pour les usagers des transports et vous avez compris notre volonté de changer enfin les choses. J'espère que prochainement vous en direz plus encore.

En vérité, tous ces témoignages démontrent combien cette élection régionale est importante. Sur chacun de ces sujets, en effet, la Région est compétente. Oui, transports, logement, lycées, formation, environnement, développement économique, autant de domaines clés où les 209 conseillers régionaux s'ils le voulaient pourraient vraiment changer les choses.

Mais vos témoignages ont tous un point commun : le paradoxe de l'Ile-de-France.

Comment la région la plus riche de notre pays, l'une des premières d'Europe et du Monde, peut-elle être celle où l'on vit si mal ? Comment accepter que tant d'habitants souhaitent la quitter ?

Oui, partir de ce HLM car il est devenu invivable. Partir de ce quartier car on a la peur au ventre la nuit venue.

Partir de cette ville car on met 2H le matin pour aller travailler puis 2H à nouveau le soir pour rentrer chez soi.

Partir, car quand on est jeune ménage, si on n'a pas les parents derrière soi, on a beaucoup de mal à s'installer tant les loyers sont chers, les garanties de bail trop lourdes. Partir, car quand on arrive à l'âge de la retraite, on ne peut plus payer son loyer...

Et pourtant, c'est à contrecœur bien souvent que nos concitoyens fuient notre Région. Car on l'aime aussi cette région capitale, si prestigieuse, si belle, si animée, si enviée,... Comment ne pas songer à ce propos de Montaigne, reproduit sur sa statue devant la Sorbonne : « Paris a mon cœur dès mon enfance. Je ne suis français que par cette grande cité. Grande surtout et incomparable en variété. La gloire de la France est l'un des plus nobles ornements du monde. »

Du monde entier on accourt pour la visiter. Elle a forgé l'histoire de notre pays. Elle le représente souvent. De toutes les provinces, de tous les pays, génération après génération, on est venu s'y établir et y prospérer souvent, au point d'en faire une puissance économique de toute première importance, l'un des principaux phares culturels de notre pays, et l'une des quatre grandes métropoles mondiales, avec New-York, Londres et Tokyo.

Notre région est diverse aussi. On l'aime autant pour ses forêts, ses plaines céréalières, ses villages du Vexin ou de la Brie, son patrimoine exceptionnel, que pour son âme et sa vitalité incomparables, qui habitent ses

quartiers haussmanniens, ses marchés, ses places, ses parcs et jusqu'à ses cités, où la vie est loin de se résumer aux seuls problèmes qu'on nous expose tous les jours à la télévision. Sans oublier, enfin, ses villes moyennes qui ont été au cours des dernières années profondément transformées, embellies par l'action d'élus dévoués, quelle que soit leur couleur politique.

Alors, oui, mes amis, comment rester les bras ballants face à ce paradoxe, face à ce mal de vivre dans une si belle région ?

POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

ET COMMENT EN SORTIR ?

Telles sont les deux questions auxquelles nous devons répondre aujourd'hui.

On en est arrivé là tout d'abord en raison de l'immobilisme de la Région sortante et du désengagement de l'Etat.

Après l'exceptionnel sursaut impulsé par le Général de Gaulle et son Préfet Paul Delouvrier dans les années 60/70 (réalisation des RER, création des villes nouvelles, amélioration des équipements publics), nous avons subi depuis 20 ans à la politique du laisser faire, laisser aller.

On a fait croire que par le seul effet de la décentralisation d'un côté et du libéralisme économique de l'autre, on allait résoudre les problèmes. Mais la

région capitale n'est pas une région comme les autres. Avec ses 11,7 millions d'habitants, elle dépasse en richesse, en concentration urbaine et inégalités bien des nations. Faute d'un véritable aménagement du territoire, le résultat est là : un mélange de jungle et de pagaille.

Certes il y eut des investissements mais dans le désordre, sans cohérence dans la durée, sans vrais choix. La responsabilité est partagée car c'est la même démission qui a inspiré la politique de l'Etat - quels que soient les gouvernements en place - et de la Région.

L'Etat s'est lavé les mains de l'avenir de sa région capitale, un peu comme Ponce Pilate.

Il a abandonné le principe d'un schéma directeur normatif. A l'exception de quelques zones vertes protégées, ce document d'urbanisme, super POS, qui avait sous Delouvrier aidé l'Île-de-France à s'organiser, a perdu son caractère contraignant.

Il a aussi supprimé l'agrément administratif obligatoire pour l'implantation des bureaux laissant s'opérer une concentration des emplois à l'ouest et entraînant des déséquilibres géographiques de plus en plus criants entre l'habitat et l'emploi.

Il a coupé en deux la SNCF en obéissant à Bruxelles et désorganisé ainsi le transport ferroviaire.

Il a refusé d'investir dans les transports publics laissant RFF privilégier les voies TGV et abandonner le réseau ferré d'Île-de-France.

Il a enfin décentralisé la présidence du STIF à la Région sans l'aider financièrement à porter un fardeau trop lourd pour elle.

Mais, de son côté, la Région n'a pas saisi l'opportunité de la décentralisation. Le PS à la tête du Conseil Régional d'Ile-de-France a ronronné. Et cet immobilisme, cette torpeur, ont coûté très cher aux Franciliens : + 46 % d'impôts !

C'est là d'ailleurs le grand mystère de ces 12 dernières années. Où est donc passé l'argent ?

Dans la com' et dans la pub, d'abord ! Il y a un nouveau journal édité à grands frais par le Conseil Régional de Monsieur Huchon, et même un 2^{ème} journal en anglais pour les entreprises.

Dans le festival de musique Rock en Seine qui coûte si cher qu'il serait plus rentable d'offrir des places de concerts à succès aux jeunes.

Mais pensez-vous que les priorités des Franciliens sont là ?

Bien sûr, il y a eu des investissements pour les lycées, pour les transports. Mais d'une part, leur montant est resté très insuffisant car une fois de plus les socialistes, comme à leur habitude, ont privilégié les dépenses de fonctionnement au détriment des investissements d'avenir.

Et, d'autre part, M. Huchon, prisonnier des Verts d'un côté, de M. Delanoë de l'autre, a été incapable de dégager une vision, de tracer des priorités. Le saupoudrage entre les domaines de compétences et entre les projets a été la règle. Cela l'a empêché de concentrer ses efforts sur la priorité n°1 d'une grande majorité de Franciliens, notamment ceux qui n'habitent pas Paris : les transports.

Le peu de crédits qui restaient ont été concentrés sur des projets parisiens, là où justement on ne manque pas de moyens de transports. Qu'on en juge, les 7 kilomètres du tramway parisien ont absorbé 300 millions d'euros alors que les anciens bus PC transportaient autant de voyageurs ! Et pendant ce temps-là, la Grande Couronne a été complètement négligée.

A telle enseigne que certains ont pu affirmer que le tramway des Maréchaux a d'abord été construit pour dissuader les habitants de banlieue de venir à Paris en voiture. Double peine, donc, pour ceux à qui l'on complique sans cesse la vie, sans leur fournir pour autant les transports collectifs adaptés !

La lenteur d'exécution des travaux, l'incapacité à mobiliser les partenaires, la passivité vis-à-vis des entreprises publiques de transports, expliquent cet échec majeur.

Échec dans le domaine des transports, mais échec aussi dans le secteur de la sécurité, car là, c'est l'angélisme qui a prévalu. Quand on pense qu'il a fallu

des années pour convaincre le PS de l'utilité de la vidéo-protection !

Remarquez, le groupe des Verts du Conseil de Paris a déféré devant le Tribunal Administratif la délibération renforçant la vidéo-protection dans la capitale, donnant une fois de plus raison à l'adage qu'il faut davantage se méfier de ses amis que de ses ennemis ! Mais, convenons-en, les Verts sont de bien curieux amis pour leurs alliés en Ile-de-France...

Enfin, passivité dans le domaine du logement avec une lourdeur de traitement des dossiers et des critères de subventions aux programmes de logements sociaux beaucoup trop rigoureux.

A cette impuissance socialiste consciente du mal de vivre des Franciliens, répondent aujourd'hui les marchands d'illusions qui veulent les ensorceler.

Les Verts d'un côté, l'UMP de l'autre.

Les Verts, oui, qui veulent faire croire qu'ils n'ont pas de bilan. Ils font liste séparée des socialistes alors qu'ils ont gouverné ensemble et avec quel résultat ! Car derrière les bons sentiments, il y a la triste réalité. Une véritable imposture.

Qui a bloqué les investissements routiers depuis 6 ans aboutissant à 200 kilomètres d'embouteillages chaque jour, à du stress et de la pollution en plus ? Ce sont les Verts. Merci Mme Duflot ! Merci à vous et à tous vos amis de l'écologie punitive, de l'extrémisme anti-

bagnole ! En Ile-de-France ce sont les 45 heures par semaine pour la plupart des habitants. 35 heures plus 10 de transports !

Qui a inventé les couloirs de bus sans y faire rouler un nombre suffisant de bus ? Qui a créé des embouteillages supplémentaires et donc la pollution aux heures creuses, notamment sur certains grands axes de Paris ? Les Verts, bien sûr ! Merci Mme Duflot !

Qui a multiplié les taxes (supplément sur la TIPP, taxe sur la carte grise, taxe carbone) sans que leur produit serve à créer des transports supplémentaires permettant aux habitants de Grande Couronne de ne plus prendre leur voiture ? Les Verts, bien sûr ! Merci Mme Duflot !

Qui a préféré la tranquillité des lapins des plaines picardes à la santé des 2 millions de Franciliens privés d'un troisième aéroport en dehors de l'Ile-de-France et qui continuent de subir les nuisances sonores et atmosphériques insupportables d'Orly et Roissy ? Les Verts, toujours et encore ! Merci Mme Duflot !

Voilà l'imposture de l'extrémisme des Verts. Ils ne protègent pas l'environnement. Ils se servent de la peur de l'avenir, ils manipulent les opinions en les culpabilisant pour se faire passer pour des sauveurs. Ce faisant, ils n'apportent en rien des solutions concrètes et durables, mais imposent un malthusianisme réducteur et sans issue.

N'oubliez pas qu'Yves Cochet est allé jusqu'à oser dire qu'un « enfant européen avait un coût écologique

comparable à 620 trajets Paris New-York ». Il a osé parler de « grève du 3^{ème} ventre » et demander, pour ce faire, la limitation des allocations familiales !

Au même moment d'ailleurs il demande la régularisation de tous les sans-papiers et du cannabis et défend la mondialisation des échanges et de la finance. Comprenne qui pourra.

Il est vrai qu'il y a chez les Verts et leur leader une détestation de la France assez prononcée. Notre pays aurait tous les torts. Pourtant, si on regarde sans œillères, nous sommes, grâce au programme nucléaire, le pays qui émettons le moins de CO².

1,6 tonne de carbone par habitant en France, contre 2,7 pour l'Allemagne, 2,5 pour le Royaume-Uni et une moyenne de 2,27 pour l'Union européenne ; même l'Italie émet plus que la France, avec 2 tonnes de carbone par habitant, alors que sa structure économique, plus orientée vers les services, et son climat plus doux, l'avantage ; parmi les 30 pays membres de l'OCDE, la France se place en sixième position des pays les moins émetteurs de CO², dû à la consommation d'énergie.

En réalité les Verts ont un projet de société qui se situe exactement à l'opposé de celui que nous défendons :

- ils sont mondialistes, nous sommes patriotes,
- ils sont soixante-huitards attardés, nous sommes gaullistes avant-gardistes et enracinés dans le 21^{ème} siècle,
- ils sont utopistes, nous sommes pragmatiques,

- ils sont totalitaires et libertaires, nous sommes pour la liberté.

Alors oui, mes amis, ouvrons les yeux des Franciliens sur cette imposture. Mettons-les en garde contre la grande tromperie que constitue la liste de Mme Duflot. Chaque voix de plus pour les Verts sera encore un peu plus de pollution : plus de pollution atmosphérique, plus de pollution fiscale, plus de pollution idéologique.

Mais il y a une autre imposture. C'est celle de l'UMP.

Le Grand Paris est un autre mirage. Plus on s'en approche, plus il s'éloigne, pour la raison simple qu'il ne répond en rien aux besoins concrets des Franciliens.

Comme toujours avec la méthode Sarkozy, l'UMP s'appuie sur une attente réelle des habitants et veut faire croire qu'elle y répond même si dans les actes c'est l'inverse qui est fait. Oui, le Président a eu raison de se saisir du dossier de l'Ile-de-France. Oui, il fallait réfléchir au visage de cette « ville monde » dans 20, 30, 50 ans.

A cet égard, les travaux des architectes ont été utiles pour dessiner des pistes, réfléchir à la métropole de demain.

Mais la montagne a accouché d'une souris ou plutôt d'un monstre bureaucratique et financier. Car, en définitive, le Grand Paris présidentiel se résume aujourd'hui dans le projet de loi déjà adopté par l'Assemblée Nationale, à une société d'économie mixte

qui réalisera un nouveau métro et organisera à son profit la spéculation immobilière autour des gares.

Qui payera ce projet fou, mystère ? De l'emprunt pour l'instant, puis demain certainement le contribuable.

Mais pour quoi faire ? Un métro extravagant qui reliera dans 20 ans au mieux plusieurs pôles de petite couronne alors que des moyens de transports 10 fois moins coûteux pourraient être beaucoup plus utilement mis en œuvre dans les 5 ans.

Pire, cette dépense colossale concentrée en petite couronne et principalement au début pour desservir la Défense, absorbera tous les crédits qui auraient été plus utiles pour développer les transports dans l'ensemble de la région.

En vérité, l'idée du Grand Paris part d'un postulat erroné. Le Grand Paris rétrécit l'Île-de-France à la ville de Paris et à sa proche banlieue, notamment à l'ouest. En fait, si on regarde de près, on se rend compte que ce soi-disant Grand Paris de Nicolas Sarkozy, ce n'est rien d'autre qu'une dilatation jusqu'à l'obésité du « triangle d'or » Levallois-Courbevoie-Puteaux. Ce triangle d'or qui regorge d'argent mais n'en a jamais assez, où l'ancien maire de Neuilly et président du Conseil général conserve toutes ses attaches et toutes ses amitiés. Ce « triangle d'or » qui borne manifestement son horizon francilien et qui est au cœur de ses espoirs dynastiques. Oui mes amis, derrière le mirage du « Grand Paris » se cache en réalité une véritable boulimie !

Comment expliquer, sinon, le soin obsessionnel accordé au quartier de la Défense, la couverture de « l'avenue de Neuilly », la nationale 13, qui engloutirait 800 millions, le cadeau fait à Levallois du déclassement de la RD909 au mépris de l'intérêt général et au détriment de la ville voisine de Clichy, etc. ? Et ce 92-là n'est même pas l'ensemble du département, dont de nombreuses villes continuent de connaître de lourdes difficultés, sans émoi plus que cela les amis du président aux commandes du Conseil général...

Or, dès 1965 l'Etat avait compris que l'Ile-de-France devait regrouper un territoire plus vaste de manière à y organiser l'expansion urbaine pour éviter le développement en tache d'huile.

Le Grand Paris oublie les 5 millions d'habitants qui vivent dans le Val d'Oise, les Yvelines, la Seine-et-Marne, l'Essonne. Les seuls territoires où la population a quasiment doublé en 40 ans sans que les services publics suivent.

Il ne faut pas manquer de culot, comme Mme Péresse, pour oser dire qu'elle changera l'Ile-de-France avec le Grand Paris ! Non, Mme Péresse, en revendiquant le « Grand Paris » présidentiel, vous tuez votre projet pour l'Ile-de-France car dès le départ vous vous privez de la possibilité d'agir en faveur de la moitié de la population francilienne. Le résultat sera là : toujours plus d'inégalités entre le centre-ouest et la périphérie, toujours plus d'injustices entre les Hauts-de-Seine et les autres, entre la Défense et le reste du 92.

D'ailleurs chassez le naturel, il revient au galop. Après les grands discours sur l'avenir de la ville monde, le Président n'a-t-il pas plutôt pensé qu'à placer son fils à la tête de l'EPAD pour veiller sur l'extension absurde du quartier d'affaires de la Défense avec ses 450 000 m² de bureaux supplémentaires ?

Les beaux discours pour la galerie. Les autorisations de construire pour les promoteurs en coulisse. Comment les Franciliens pourraient-ils accepter cette tartufferie ?

Vous le constatez mes chers amis, l'Ile-de-France mérite mieux que le ronronnement de M. Huchon, les inepties de Mme Duflot et la courtoisie de Mme Péresse.

Voilà pourquoi, tout simplement, il m'a paru indispensable d'offrir un autre choix aux Franciliens. Cette décision a été mûrement réfléchi. Certes, le défi n'est pas facile à relever. Mais pouvait-on laisser cette bande des 3 continuer à jouer avec notre Région ?

Je suis Maire d'une belle petite ville de banlieue depuis presque 15 ans. Située sur la ligne D du RER, à 20 kilomètres de Paris, nous l'avons, avec toute une équipe et le soutien de la population, redressée, embellie, sécurisée. Il y fait, je crois, bon vivre. Mais, malheureusement, combien de fois des habitants viennent annoncer leur départ en province. « On aurait aimé rester Monsieur le Maire, on se sent bien ici mais la vie en région parisienne est trop dure. Pour aller travailler, le RER D marche 1 jour sur 2. Quand je rentre du boulot, j'arrive en retard à la crèche. Nous avons

besoin de 2 voitures, la famille va s'agrandir, comment faire... »

Les Franciliens ajoutent souvent d'ailleurs : « il nous suffirait pourtant de peu de choses pour être heureux. Des trains qui arrivent à l'heure, pas de dealers devant les lycées, des emplois un peu mieux répartis, la possibilité de circuler en voiture plus facilement ».

C'est en pensant à ces habitants comme les autres que j'ai décidé avec vous de constituer une liste régionale car je sais, par mon expérience de Maire, qu'il est possible au niveau local de vraiment changer les choses.

Nous allons offrir aux Franciliens le 14 mars, notre différence.

Oui, un projet différent.
Une équipe différente.

Permettez-moi maintenant de vous exposer ces deux différences.

Notre projet est radicalement différent de celui des autres listes car il vise tout simplement à répondre aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens.

Ceux qui aiment les « grands » projets, les « grands » paris, les « grands » emprunts, les « grandes » dettes, les « grands » impôts et les « grands » fiascos, doivent passer leur chemin, ils seraient forcément déçus !

Notre projet est concret, immédiat, sobre et moins coûteux.

Permettez-moi d'insister sur quelques différences majeures.

En premier lieu, nous refusons l'idée d'une Ile-de-France boulimique qui absorberait les forces vives de notre pays.

Aujourd'hui, ne l'oublions pas, près de 20 % des Français vivent en Ile-de-France contre 12 % au début du 20^{ème} siècle.

Cette croissance s'est accompagnée d'une explosion des inégalités. Le taux de pauvreté a progressé de presque 25 % en 10 ans quand il baissait de 15 % en province. Le revenu par foyer est aujourd'hui supérieur de 50 % à Paris, dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine à celui de la Seine-Saint-Denis. De plus, l'Ile-de-France concentre 40 % des étrangers.

Pour le PS et son schéma directeur, comme pour l'UMP, cette croissance démographique ne serait pas maîtrisable. Il est vrai que sans action publique, la population atteindra 14 millions dans 20 ans. C'est une pure folie pour l'Ile-de-France comme pour le reste du pays.

On ne peut s'en sortir que par une vraie politique d'aménagement du territoire au niveau national. C'est le préalable pour éviter l'apparition des problèmes et notamment des inégalités.

Notre deuxième différence tient à la politique des transports que nous voulons mener.

Avec 10 % du coût d'investissement du Grand Paris seulement, nous pouvons remettre en état de marche les RER. Alors oui, je préfère dès 2011 réparer les RER qui accueillent trois millions d'usagers par jour que lancer un projet de métro qui ne sera prêt que dans 20 ans.

Cela n'interdit pas, bien sûr, de mettre en œuvre progressivement dans un 2^{ème} temps l'arc express proposé par la Région et l'Etat et bloqué à tort par le gouvernement. Comme il est nécessaire de renforcer et soulager les lignes de métro les plus chargées telle la ligne 13.

Pour réparer vite les RER, exigeons que RFF se remette d'urgence au travail en Ile-de-France. Seule la mise en œuvre d'une autorité unique sur la SNCF, RFF et la RATP, permettra de gagner en efficacité et en rapidité et ce pour un coût modique.

Parallèlement à ce travail de réparation, multiplions par 3 l'offre de transports de bus en grande couronne. Avec 200 millions d'euros supplémentaires par an de subventions du STIF aux transporteurs locaux, on peut le faire.

N'oublions pas qu'en grande couronne les $\frac{3}{4}$ des emplois et des habitants ne sont pas desservis par un

réseau ferré (2 % à Paris, un gros tiers en petite couronne).

Ouvrons aussi les bandes d'arrêt d'urgence aux bus et aux taxis. Enfin en ce qui concerne les transports collectifs, changeons la tarification avec la suppression des zones et un tarif unique de 50 euros pour le passe Navigo. Cela a bien sûr un coût, estimé à 500 millions d'euro. Mais nous trouverons de nouveaux financements, par exemple un prélèvement sur le kérosène et une refonte des droits de mutation, qui pourraient tout à fait couvrir la dépense. En effet, pourquoi le transport aérien serait-il exonéré de toute contribution au budget du STIF, alors qu'il représente 25 % de la consommation des produits pétroliers et qu'il n'est assujéti à aucune taxe ?

J'ajoute que c'est tout de même un comble d'entendre M. Huchon rejeter l'idée d'une tarification unique, lui le socialiste parangon de la justice sociale ! Je lui rappelle que les ménages des zones périphériques consacrent entre 50 et 60 % de leurs revenus à leur logement et à leurs déplacements contre 25 à 35 % pour les habitants de la zone centrale ! Je remarque que le PS, comme l'UMP, refuse cette zone unique que je propose depuis des années et que les Verts ont reprise dans leur programme.

Sur la question des transports, notre deuxième et fondamentale différence tient à notre volonté de relancer l'investissement routier. 70 % des déplacements se font par la route. Même si cette part venait à diminuer, au

nom de quoi la souffrance des automobilistes pourrait satisfaire les usagers des transports en commun ?

Arrêtons d'opposer les uns et les autres. Quand comprendra-t-on que la même personne peut être le matin usager du RER et le soir utilisateur de sa voiture ? 15 % des émissions de gaz à effet de serre en France sont dues aux embouteillages et 60 % de ces derniers ont lieu en Ile-de-France.

Mais, là aussi, je refuse les grands projets coûteux et inutiles. Avec les 800 millions d'euros prévus pour la couverture de l'avenue de Neuilly par l'UMP, on pourra ainsi débloquent les 10 plus gros bouchons d'Ile-de-France. Je pense aux exemples que je connais bien et qui me viennent immédiatement à l'esprit : les ponts sur la Seine pour fluidifier la N6 à Villeneuve-Saint-Georges, à la N20 vers Etampes, à la N19 entre le Val de Marne et la Seine et Marne,... Mais il y en a bien d'autres tout autour de Paris, dont nos têtes de listes départementales pourraient vous parler pendant des heures.

Faisons sauter ces goulots d'étranglements qui pénalisent chaque jour des centaines de milliers d'automobilistes et ce, pour rien. Quel gâchis de temps, d'argent, quelle pollution !

Notre troisième différence tient à notre volonté de nous attaquer enfin aux causes des déplacements.

Car, soyons francs entre nous, sauf à se résoudre à dépenser des dizaines de milliards en pure perte

d'ailleurs, on ne résoudra jamais les problèmes de transports à l'échelle de la région-capitale si on ne prend pas à bras le corps la question de la répartition géographique des emplois et des logements.

Nous payons ainsi cher, très cher, la déréglementation des années 1990/2000. Aucun candidat n'en parle et pourtant c'est bien là le cœur du problème de notre région.

En 1999, il y a dix ans seulement, la Défense comptait 120 000 emplois. En 2007 160 000. Paris a un taux d'emploi de 1,47, le 92 de 1,17. 30 % des habitants mais 45 % des emplois pour ces deux départements. La Seine-et-Marne et l'Essonne manquent quant à elles d'environ 150 000 emplois pour atteindre l'équilibre. D'un côté toujours plus d'emplois à l'ouest, de l'autre toujours plus d'habitants à l'est et en périphérie.

L'enjeu est là. Favoriser l'émergence de pôles d'emplois forts et rayonnants dans chacun des départements de grande couronne. Le département de Seine-Saint-Denis, particulièrement en retard sur ce terrain, a commencé un nécessaire rattrapage, bien que les emplois créés ne profitent guère à ses habitants. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager résolument, massivement.

Le plateau de Saclay, Evry, Marne la Vallée, Melun, Pontoise doivent eux aussi accueillir des bureaux et des activités d'avenir.

L'incitation financière sera la meilleure façon d'y parvenir. Alors oui, j'ose le dire, bloquons le

développement de la Défense. C'est pourquoi je propose une redevance par m² de bureaux construits proportionnelle au nombre d'emplois par habitant du secteur dans lequel ils s'implantent.

Incitons aussi les collectivités locales à faire des choix et éviter le saupoudrage.

Enfin, cessons de faire croire que tous les emplois seront super qualifiés et que chaque chercheur communiquera grâce au nouveau métro de M. Blanc avec Shanghai et Londres. Prenons donc les problèmes dans le bon ordre. Ce qui m'intéresse avant tout, ce sont les Franciliens, pas les businessmen d'Asie du Sud-est !

Cette tarte à la crème du Grand Paris, cher à M. Blanc, ne remplacera jamais un tissu économique équilibré, diversifié qui dépendra bien sûr aussi de la politique économique nationale et européenne. L'exemple cité par Bertrand Lapraye tout à l'heure l'illustre bien.

Répartissons mieux les emplois, mais répartissons mieux les logements. Là-aussi, sachons utiliser la carotte et le bâton.

En Ile-de-France, on ne construit pas assez de logements, ils sont trop chers et mal répartis. Pour offrir davantage de logements, actionnons plusieurs leviers. Celui du logement social tout d'abord.

Je propose de mieux financer le logement social dans les zones qui en ont peu, pour absorber le prix du foncier qui est un handicap réel au développement des

HLM dans les beaux quartiers, et de réduire le financement du logement social dans les villes qui en ont déjà beaucoup.

De plus, réduisons le coût des terrains destinés à la construction des logements sociaux en dotant l'EPF Ile-de-France de moyens importants qu'il délégueraient aux communes pour acheter les terrains ou les immeubles. Ces dernières construiront des logements sociaux quand elles maîtriseront les programmes et les attributions. A Yerres, contre l'avis de tous et grâce au soutien de J.-L. Borloo qui a cru dans mon projet, nous avons créé une société municipale d'HLM qui a réalisé en 5 ans près de 300 logements sociaux, ce qui est un vrai tour de force au regard des caractéristiques démographiques et foncières de cette commune.

Mais actionnons aussi le levier de l'accès à la propriété. Une véritable politique d'accession à la propriété pour le plus grand nombre est indispensable.

Je propose ainsi la création d'un fonds régional récupérant les aides de l'Etat aux bailleurs sociaux pour la construction de logements (prêt bonifié à 40 ans) pour les octroyer aux ménages modestes qui aimeraient tant devenir propriétaires et se mettre à l'abri pour leurs vieux jours.

En 5 ans, il est possible de financer ainsi sans surcoût pour l'Etat et la Région 100 000 accessions sociales à la propriété. Cette caisse régionale reprendra les appartements en cas de faillite personnelle des accédants et les revendra à d'autres.

Je propose aussi la vente de 100 000 logements sociaux à leurs locataires. Ainsi, 200 000 foyers pourront accéder à la propriété et sortir du marché locatif permettant alors à d'autres d'y entrer.

Ce retour d'une véritable politique d'aménagement du territoire, de répartition ordonnée de l'habitat et des emplois, constitue d'ailleurs la meilleure contribution à la protection de l'environnement.

Notre 4^{ème} différence est aussi là. Notre vision de l'environnement, de la nature n'est pas idéologique ou superficielle, elle est pragmatique.

A la différence de Mme Duflot, qui après avoir annoncé partout qu'elle allait à Copenhague en train, est parti ensuite aux Maldives en 747... sans doute pour se reposer de cet exploit ferroviaire !

Ma ville a reçu le grand prix de l'environnement et je n'ai pas de leçon à recevoir des Verts ni de Mme Duflot, notre nouvelle Marie-Antoinette en sa bergerie !

Nous avons prouvé, nous les élus de cette liste, à Saint-Prix, Cher Jean-Pierre, à Yerres, que l'on pouvait très concrètement changer les habitudes sans contraindre exagérément.

Nous ne nous sommes pas contentés d'égrener des théories plus ou moins fumeuses, à la manière de Mme Duflot et de ses amis. Non ! Nous avons agi en vrais praticiens de l'écologie que nous sommes, avec des

expériences vécues et des résultats tangibles. Ce sont cette expérience que nous voulons faire partager à la région tout entière, ces résultats que nous voulons étendre à l'Ile-de-France ! Et nous ce n'est pas sous les tropiques que nous avons besoin d'aller pour réfléchir ...

Protéger l'environnement, c'est imposer le couvre-feu à Roissy, faire respecter les trajectoires à Orly et s'engager enfin dans la construction d'un 3^{ème} aéroport en dehors de l'Ile-de-France.

Protéger l'environnement, c'est préserver les terres agricoles de l'urbanisation sauvage et développer les filières courtes pour que les producteurs maraîchers, céréaliers, laitiers d'Ile-de-France puissent court-circuiter une grande distribution prédatrice.

Protéger l'environnement, c'est entretenir les forêts laissées à l'abandon par l'ONF qui n'a pas les moyens de les ouvrir dans de bonnes conditions au public.

Protéger l'environnement, c'est bien sûr alléger la fiscalité des particuliers qui investissent dans les économies d'énergie, au lieu de leur infliger une taxe carbone punitive et absolument contreproductive hors du cadre européen.

Enfin, protéger l'environnement, c'est bien sûr mener une vraie politique des transports dont on a déjà parlée.

5^{ème} et dernière différence de notre projet : nous voulons maintenir et améliorer la qualité des services publics.

Ces services publics ne sont pas obligatoirement du ressort de la région Ile-de-France, l'Etat a sa part de responsabilités. Mais le rôle d'un Président de région est bien de veiller à la bonne marche de ses propres services et aussi d'être le porte-parole des citoyens face à l'Etat.

La question de la sécurité est bien sûr au carrefour des compétences. La fausse polémique entre M. Huchon et Mme Péresse est, à cet égard, dérisoire.

Car M. Huchon a trop tendance, comme tous les socialistes, à nier la gravité de la situation. Dealers qui règnent en maîtres dans les gares et qui envahissent les environs des lycées. Petits caïds qui terrorisent des quartiers et des collèges.

Pour autant, Mme Péresse aurait tort d'accabler la Région quand on sait que l'Etat se désengage de la sécurité. Jamais les effectifs de policiers dans les commissariats de banlieue n'ont été aussi bas. Et puis comment donc Mme Péresse pourrait-elle s'occuper de sécurité, elle qui est prisonnière de la réforme territoriale de son patron élyséen, laquelle réforme, je vous le rappelle, prévoit la suppression de la clause générale de compétence pour les régions françaises ?

La police de proximité a été démantelée, la police d'investigation souffre d'un manque de moyens, la justice est de plus en plus laxiste en raison des lois qui ont supprimé l'emprisonnement pour les peines inférieures à 2 ans.

Comment, dans ces conditions, s'attaquer aux délinquants multirécidivistes, comment démanteler les trafics de drogue qui pourrissent nos cités, nos quartiers, notre jeunesse ?

La vidéo protection doit être généralisée. La Région peut y contribuer mais rien ne se fera sans un effort massif de reconstruction de l'Etat régalien. Une police renforcée, une justice remise en ordre et dotée de moyens décents, pour une tolérance zéro.

Ce que je vous propose pour la sécurité, nous pourrions le dire autrement mais dans un même esprit de réhabilitation du service public, pour l'offre de soins et l'hôpital public, pour les services de transports, pour l'école de la République.

Quand comprendra-t-on que, par une sorte d'alliance de fait, les ultralibéraux et les défenseurs des acquis et des privilèges se renforcent les uns les autres.

Une Ile-de-France moins boulimique et au service de tous ses habitants;
Des transports réparés ;
Des logements et des emplois mieux répartis ;
Une nature vraiment sauvegardée ;
Des services publics réhabilités.

Vous le voyez, notre projet pour l'Ile-de-France est différent des autres.

Mais n'est-ce pas étonnant dans la mesure où notre liste accueille des femmes et des hommes de terrain, en prise avec la réalité de la vie en Ile-de-France ?

Oui, notre équipe n'est pas composée de professionnels de la politique, des apparatchiks des grands partis, des amis à caser ou des vedettes qui se découvrent subitement une passion immodérée pour l'action publique. Elus locaux, bénévoles associatifs, commerçants, artisans, ouvriers, infirmiers, notre liste est à l'image de la société. Je vous présenterai dans un instant les binômes qui conduisent dans chaque département ces listes. Mais avant, permettez-moi d'insister sur un point.

Toutes celles et tous ceux qui s'engagent aujourd'hui ont pris un double engagement. 100 % indépendants. 100 % assidus.

Oui, ils s'engagent à siéger à chaque séance du Conseil régional d'Ile-de-France. Cela peut vous paraître naturel mais savez-vous que certains élus PS ou de l'UMP qui se représentent en tête de liste, ont séché bon nombre de séances pourtant pas si fréquentes. Jusqu'à 75 % d'absence ! No comment...

Alors oui, mes amis, il est temps de renouveler les élus, renouer avec l'essence de la fonction représentative. Je crois qu'en 15 ans de mandat, ne jamais avoir manqué 1 seul Conseil Municipal. N'est-ce pas la moindre des choses pour nos conseillers régionaux ?

Nos conseillers régionaux s'engagent aussi à 100 % d'indépendance.

Oui, les Franciliens doivent savoir que nous serons les porte-parole de leurs aspirations concrètes en vertu de nos engagements.

Oui, il est possible d'atteindre les 10 % de voix en Ile-de-France et ainsi de peser vraiment au Conseil Régional au sein d'un groupe Citoyens Usagers de l'Ile-de-France.

Cet objectif n'est pas impossible à atteindre et je le dis très clairement, nous ne serons la voiture balai d'aucune liste.

Alors oui mes amis, c'est dans les urnes et par les votes que l'on peut déplacer des montagnes.

Le 14 mars créons l'évènement. A ceux qui ronchonnet mais ne vont plus voter, je veux dire que par leur abstentionnisme, ils offrent sur un plateau à ceux qu'ils ne cessent de critiquer la faculté de continuer leurs bêtises.

A ceux qui nous approuvent notre démarche, mais au jour dit continuent d'apporter leur suffrage aux gros appareils, je dis que cette élection est à 2 tours et que le vrai vote utile c'est d'exercer sa liberté en mettant en accord son vote avec ses convictions profondes.

A ceux qui seraient tentés par les extrêmes, je dis que leur vote sera, pour le système qu'ils dénoncent, un

commode alibi démocratique, la garantie d'une éternelle captation du pouvoir. Ces extrêmes sont des repoussoirs qui interdisent l'émergence d'alternatives politiques crédibles.

Oui, notre score sera regardé à la loupe car si nous franchissons la barre des 10 %, cela voudra enfin dire qu'une alternative à la pensée unique peut vivre, émerger dans notre pays. Le chemin est difficile mais c'est cette difficulté qui fait le chemin.

Oui, mes chers concitoyens d'Ile-de-France, allez dès à présent battre la campagne, et le 7 mars osez voter pour nous... **VOTEZ POUR VOUS !!**